

## Musée du quai Branly, 21 novembre 2013

Monsieur le Président Jacques CHIRAC, je vous retrouve avec plaisir, en dehors de notre Corrèze commune, pour cet événement, la remise des prix de votre fondation,

Je salue Bernadette CHIRAC, mon ancienne collègue au Conseil général - mais c'est déjà loin,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Monsieur le président du musée du quai Branly,

Mesdames, Messieurs les membres du jury,

Monsieur le Premier ministre Alain JUPPE,

Madame la directrice générale de l'UNESCO,

De nombreuses personnalités sont là rassemblées, soit par les liens que l'histoire récente a créé avec vous, cher Jacques CHIRAC, soit parce que ces mêmes femmes, ces mêmes hommes sont conscients de l'enjeu des questions qui sont traitées ici, pour la remise de ces prix et notamment, le droit des femmes.

Je tenais à être présent en effet pour cette occasion. D'abord pour vous saluer, vous, Jacques CHIRAC. Je sais que j'exprime le sentiment de tous ici, en saluant votre engagement pour des valeurs qui nous rassemblent tous et qui vont au-delà des différences politiques ou des mandats exercés.

Vous, Jacques CHIRAC, vous avez illustré d'abord la diversité culturelle, cela a été rappelé. C'est-à-dire le respect de toutes les civilisations, de tous les continents, l'Afrique, l'Asie, l'Océanie, les Amériques. Le musée du quai Branly en est ici la manifestation la plus éclatante.

On comprend mieux, à partir de cet attachement pour les cultures, pour les civilisations, pour les histoires, pour la compréhension de l'humanité, votre détermination dans la lutte contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, la lutte contre tout ce qui peut mépriser l'autre ou entretenir la haine.

Ce combat a été le vôtre, vous n'étiez pas le premier, mais nous devons toujours le mener, encore aujourd'hui, plus que jamais aujourd'hui.

Chacun se souvient aussi de votre engagement pour prévenir les conflits, c'est d'ailleurs le sens même de votre fondation, notamment votre refus en son temps, de la guerre en Irak. Ici, chacun peut vous en remercier.

Nous nous souvenons aussi de vos mises en garde sur d'autres enjeux, d'autres menaces pour la planète et notamment par rapport au risque du réchauffement climatique.

Votre discours, à Johannesburg, c'était en 2002, est resté dans les mémoires. Vous nous préveniez que la maison brûlait – elle se consume encore – et que nous ne devons pas, encore aujourd'hui, détourner notre regard. Vous aviez eu cette phrase : « La terre et l'humanité sont en péril, et nous en sommes tous responsables ».

C'est pourquoi la France, fidèle à cette parole, organisera la conférence sur le climat en 2015 et voudra en faire une réussite, non pas simplement pour la diplomatie de notre pays, mais pour la prévention de catastrophes qui, hélas, se produisent et qui doivent nous alerter.

Je le disais, votre fondation est l'expression de toutes ces valeurs que vous avez défendues tout au long de votre vie : la diversité, la lutte contre le racisme, la volonté de promouvoir les femmes, mais aussi la question majeure de la prévention des conflits.

J'ajouterais d'ailleurs la justice internationale, comme le docteur MUKWEGE nous l'a rappelée, au moment même où elle peut être discutée. Ceux qui ont commis des crimes doivent, à un moment, en répondre.

Votre fondation mène des actions – nous saluons notamment celle sur les médicaments – et remet des prix – c'est le cas aujourd'hui – avec des critères bien précis. Le jury a, si je puis dire, compétence liée. Il ne peut pas se laisser aller à je ne sais quelle fantaisie ou préférence ou mouvement de mode ou d'humeur.

Non, vous-même, vous aviez souhaité que soient reconnues des situations au regard de l'éloignement géographique et médiatique. C'est-à-dire mettre en lumière des guerres oubliées - celle notamment en RDC -, des conflits ignorés, des violences cachées, celles notamment faites aux femmes, d'autant plus odieuses qu'elles sont commises à l'abri des regards et sans qu'il y ait le moindre risque pour leurs auteurs.

Pour sélectionner les lauréats, vous avez ajouté un autre critère, il a été parfaitement respecté : les risques encourus par les personnes que vous distinguez. De ce point de vue, le docteur MUKWEGE a montré qu'il savait, non seulement sauver la vie des autres, mais aussi la sienne quand il fut agressé deux fois et que l'un de ses proches est mort pour assurer la vie du docteur.

Ce prix n'est pas un prix de plus. D'ailleurs, le docteur MUKWEGE en a reçus beaucoup, de prix. C'est un prix qui, à la fois, alerte la communauté internationale sur la gravité des violences qui se passent, notamment aux Kivus, à l'est du Congo, mais qui aussi nous oblige à agir.

Le docteur MUKWEGE, je le connais, moins que d'autres ici, mais Valérie, notamment, m'en avait fait le portrait en ayant à cœur d'aller voir sur place ce que vous faisiez.

Vous avez fait des études de médecine – cela a été rappelé – dans votre propre pays, puis en France, à Angers. Vous êtes retourné aussi vite que vous avez pu là où vous pensiez être utile. Vous en avez été chassé plusieurs fois. Vous-même, vous vous êtes écarté de ces zones quand elles devenaient trop dangereuses, mais à chaque fois vous avez voulu agir et soigner.

Il y a comme une persévérance dans votre combat, il doit être entendu au-delà de cette salle. Je salue non seulement ce que vous faites, mais aussi les équipes que vous avez été capable de rassembler, ces anonymes qui se dévouent pour l'humanité.

Je sais ce que vous réalisez, pas simplement des actes chirurgicaux - nous en avons ici témoignage -, mais des actes d'accompagnement psychologique, de suivi social. Ces actes que vous réalisez sont aussi des actes militants, parce que vous redonnez à ces femmes, non seulement la dignité de leur corps, mais aussi la dignité pour leur âme.

Dans certaines régions - cela a été dit - et notamment en République démocratique du Congo, le viol est une arme de guerre, le corps des femmes est un champ de bataille. Les groupes qui s'y livrent ne le font pas simplement pour marquer les esprits ou pour impressionner, ces groupes le font dans une perspective bien précise, qui est de terroriser les populations en brisant les corps et en éclatant les familles.

Dans les Kivus - je l'ai dit - depuis trop d'années, des groupes se sont constitués pour piller les ressources naturelles, pour extraire effectivement un certain nombre de matières premières, pour nous les vendre. Chaque jour, on se sert d'outils qui nous paraissent technologiquement parfaits, mais qui sont moralement suspects. Nous devons agir, nous devons faire en sorte que ces agressions cessent.

J'ai moi-même, m'étant rendu à Kinshasa, c'était en octobre 2012, rencontré les victimes de ces agressions, de ces viols, de ces actes barbares. Elles m'ont dit leur détresse, leur angoisse, leurs attentes aussi, attentes de voir la communauté internationale les aider davantage, notamment pour l'éducation de leurs enfants, enfants eux-mêmes issus du viol, filles qui seront à leur tour violées. Oui, attente qu'on vienne à leur secours, mais attente aussi que l'on mette un terme à ces violences, à ces actes qui déshonorent l'humanité.

Alors la France a fait de cette question un enjeu de sa diplomatie. De très nombreux pays, qui ne la considéraient pas comme essentielle, aujourd'hui s'en préoccupent.

La France a également voulu, dans la région des Kivus, à l'est de la République démocratique du Congo, mettre les Nations unies devant leurs propres responsabilités. Je remercie d'ailleurs le Secrétaire général Ban Ki-moon d'avoir compris l'enjeu.

Il y avait 17 000 militaires représentant les Nations unies dans la zone des Grands Lacs et à l'est de la RDC. 17 000 qui regardaient, sans intervenir, ce qui se produisait quand, hélas, un certain nombre de groupes, y compris dans ses forces, n'y participaient pas eux-mêmes.

Alors, avec le Secrétaire général des Nations unies, non seulement une résolution a été prise, mais cette mission que l'on appelle la MONUSCO a été enfin mandatée pour intervenir directement et pour prévenir, agir, empêcher et, parfois, combattre directement les forces dites rebelles - rebelles à quoi ? Rebelles tout simplement à l'ordre humain - pour que ces groupes puissent être repoussés.

C'est le cas ces derniers jours, mais pour combien de temps ? N'essayons pas d'alléger notre conscience en imaginant que cela en serait fini.

Prochainement, le 6 décembre, je réunirai à Paris, un sommet avec l'ensemble des chefs d'Etat africains. Seront présents, non seulement le Secrétaire général des Nations unies, la directrice générale de l'UNESCO, mais le président de la Commission européenne et le président du Conseil européen, parce c'est une affaire qui ne concerne pas que l'Afrique, mais qui concerne l'Europe et le monde.

Nous avons trois enjeux dans cette réunion exceptionnelle.

Le premier, c'est la sécurité de l'Afrique qui doit être assurée par les Africains.

Certes, la France prend sa part quand il y a urgence, quand il y a nécessité, nous l'avons vu ces derniers mois au Sahel, au Mali, appelée par le Président - à l'époque par intérim - de ce pays qui pouvait être submergé par la vague terroriste. La France continue à agir, y compris dans cette région, en y maintenant des effectifs au Mali et autour du Mali. La France continue à agir lorsque ses ressortissants, je ne parle pas des soldats, je parle des deux journalistes qui ont été assassinés, nous faisons tout pour retrouver les auteurs de ces crimes et nous progressons. La France fera son devoir pour l'Afrique.

Mais ce qui nous est demandé n'est pas de venir pour agir lorsqu'il est parfois trop tard. Ce qui nous est demandé par les Africains, c'est de les aider à assurer eux-mêmes - je dis bien eux-mêmes - la sécurité de leur continent. Ils y sont prêts. Ce sera l'enjeu du sommet de Paris.

Nous y ajouterons - parce qu'on ne peut pas simplement traiter les conséquences, il faut agir sur les causes - le développement.

C'est une constante de la diplomatie française - au-delà des alternances, des Présidents qui se sont succédé - d'avoir toujours la volonté de mettre en place une politique de développement où nos intérêts ne sont pas les premiers objectifs.

Et de faire même, quand il y a des difficultés budgétaires - elles ne datent pas d'aujourd'hui -, que nous puissions garder, préserver, les montants de la politique d'aide au développement.

Le troisième enjeu, ce sera le réchauffement climatique.

Parce que l'Afrique est touchée directement par la désertification, mais aussi - cela peut paraître paradoxal - par des inondations.

J'ai tenu à associer à ces démarches le docteur MUKWEGE. Il était avec moi, et avec la délégation que je conduisais lors de l'Assemblée générale des Nations unies, parce qu'il y a des moments où la voix de certaines personnalités compte davantage que la voix des Etats et de leurs représentants.

La diplomatie, ce n'est pas simplement des gouvernements. La diplomatie c'est aussi des organisations non-gouvernementales, c'est aussi une fondation comme la vôtre.

A l'instant j'entendais la présidente de « Femmes Africa Solidarité » nous dire ce qu'était pour elle la France.

La France, ce sont des principes, des valeurs d'émancipation, d'égalité, de dignité, de parité ajoutez-vous. Nous ne sommes pas regardés simplement comme une puissance - cela serait déjà bien de l'être face à certains enjeux -, mais nous sommes regardés aussi comme une grande nation qui porte, depuis des décennies, des valeurs qui justifient qu'au-delà des appartenances politiques, nous nous retrouvons tous comme c'est le cas aujourd'hui.

« Femmes Africa Solidarité » a obtenu aussi ce prix et c'est vous, Bineta DIOP, qui l'avez reçu.

Vous faites un lien entre les droits reconnus aux femmes et la paix. Vous avez raison.

Vous faites également une relation entre le développement et la place des femmes. Vous avez raison.

Vous faites enfin un rapport entre ce que seront les femmes en Afrique et le développement de ce continent. Vous avez également raison.

Vous jouez un rôle par rapport à certaines élections. Vous avez rappelé ce qu'a été votre intervention pacifique et utile au Sénégal. Vous faites aussi en sorte d'éclairer sur un certain nombre de situations et j'ai évoqué l'Afrique.

L'Afrique - nous parlons aujourd'hui de la RDC - la conscience est arrivée heureusement jusque-là.

A côté de la RDC, un peu plus haut, il y a la République centrafricaine. Personne n'en parle.

Il se produit là, pays que nous connaissons bien pour plein de raisons, des actes abominables, des exactions. Comme toujours ce sont les femmes et les enfants qui en paient le prix.

Il se produit là un chaos avec 400 000 déplacés, dont heureusement certains organes d'information, dont le vôtre, parlent. Là-encore, vous nous avez mis en alerte et nous devons agir.

La communauté internationale devra agir en Centrafrique. L'ONU s'y prépare et la France, une nouvelle fois, sera là en soutien des Africains.

Je termine pour dire que la France, consciente de la place des femmes, a voulu que notre aide aux pays les plus pauvres soit conditionnée justement par l'examen de la situation faite aux femmes et que nous en avons fait un critère de notre politique de développement.

Voilà ce qui justifie ma présence, la reconnaissance, la volonté d'agir par rapport à des drames, à des tragédies, le rappel du rôle de la France, de son lien avec l'Afrique, la capacité qui est la nôtre, au-delà de nos différences, de nous retrouver sur des valeurs, des principes qui nous rendent fiers et en même temps responsables.

La dernière raison de ma présence, c'est cette volonté d'adresser un message, un message aux femmes.

Ici, grâce à la fondation Jacques CHIRAC – Claude, vous vous êtes exprimée en porte-parole exemplaire de votre père, suivant même ses recommandations à la lettre : être court, être clair, être ferme -, je voulais dire à toutes les femmes victimes de violences, à toutes celles qui ont été agressées, flouées, spoliées, blessées, abimées, que la France est à leurs côtés, que ces femmes-là sont pour nous les femmes de l'avenir, des femmes dignes, des femmes fières, des femmes qui se tournent vers la France et ne seront jamais déçues.

Merci.